REPUBLIQUE FRANÇAISE LIBERTE - ÉGALITE - FRATERNITE

DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE

COMMUNE DE BRY-SUR-MARNE

ARONDISSEMENT DE NOGENT EXTRAIT du

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mil vingt, le lundi 12 octobre, à 20h00, Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil Municipal, légalement convoqués le mardi 6 octobre 2020, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances à la Mairie, sous la présidence de Monsieur ASLANGUL, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 33 Nombre de Conseillers présents : 32

Étaient Présents :

M. Charles ASLANGUL, Maire

Monsieur Rodolphe CAMBRESY, Madame Véronique CHEVILLARD, Monsieur Bruno POIGNANT, Madame Sylvie ROBY, Monsieur Christophe ARZANO, Madame Béatrice MAZZOCCHI, Monsieur Olivier ZANINETTI, Madame Virginie PRADAL, Monsieur Pierre LECLERC, Adjoints au Maire. Monsieur Etienne RENAULT, Monsieur Jean-Antoine GALLEGO, Madame Nicole BROCARD, Monsieur Didier SALAÜN, Madame Valérie RODD, Monsieur Laurent TUIL, Madame Chrystel DERAY, Madame Sandrine VILLEMIN, Madame Sandra CARVALHO, Madame Anne-Sophie DUGUAY, Monsieur Didier KHOURY, Madame Rosa SAADI, Monsieur Julien PARFOND, Monsieur Stefano TEILLET, Monsieur Serge GODARD, Madame Isabelle DUJARDIN, Monsieur Thierry BRAYARD, Madame Laure MARCOCCIA-WARIN, Madame Sandrine LALANNE, Madame Karine BASTIEN-COTARD, Monsieur Robin ONGHENA, Monsieur Vincent PINEL, Conseillers municipaux.

Ont donnée pouvoir :

Mme Armelle CASSE à M. Charles ASLANGUL.

Absents excusés:

Absents:

Secrétaire de séance : Jean-Antoine GALLEGO

2020DELIB0113 - BUDGET PRINCIPAL - FIXATION DE LA DURÉE D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

DELIBERATION

Le Conseil Municipal,

Vu l'article L2321-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction comptable M57,

Vu l'avis de la commission n°3 « Finances et Personnel communal » du 7 octobre 2020 ;

Considérant que la Commune a décidé de passer à la nouvelle norme comptable M57 à compter de janvier 2021, Considérant que le Conseil Municipal doit se prononcer sur les durées d'amortissement qu'il souhaite retenir en conformité avec les règles comptables,

Après en avoir délibéré, et par 33 voix pour

ARTICLE 1 : DECIDE de limiter l'amortissement des immobilisations à celles dont l'amortissement est rendu obligatoire à compter de 1997.

ARTICLE 2 : DECIDE d'amortir les nouvelles acquisitions au prorata temporis à compter de janvier 2021, et les biens amortissables sur une durée de 1 an « en année pleine ».

ARTICLE 3:- ADOPTE les durées d'amortissement telles qu'elles sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Biens	Durées d'amortissement
Immobilisation Incorporelles	
Logiciel	2 ans
Subvention d'équipement versée	5 ans
Frais d'études, de recherche et développement	5 ans
Immobilisation corporelles	
Voiture	7 ans
Camion et véhicule industriel	7 ans
Mobilier	10 ans
Matériel de bureau électrique ou électronique	5 ans
Matériel informatique	5 ans
Matériel classique	6 ans
Coffre-fort	20 ans
Installation et appareil de chauffage	10 ans
Appareil de levage, ascenseur	20 ans
Équipement garages et ateliers	10 ans
Équipement des cuisines	10 ans
Équipement sportif	10 ans
Installation de voirie	20 ans
Plantation	15 ans
Autre agencement et aménagement de terrain	15 ans
Bâtiment léger, abris	10 ans
Agencement et aménagement de bâtiment, installation électrique et téléphonie	15 ans
Bien de faible valeur inférieure à 1 000 €	1 an

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de son caractère exécutoire.

Publiée le : 16 octobre 2020

Pour copie conforme, Le Registre dûment signé, Le Maire,

Charles ASLANGUL

